

Passée de l'angélisme au réalisme, l'Europe redécouvre son industrie de la défense

Lorsqu'on lit un article sur le thème de la guerre, on tombe généralement sur une citation de Sun Tzu, Machiavel ou Clausewitz. Pourtant, rien ne semble aussi bien résumer la situation européenne actuelle que cette boutade de Pierre Desproges: «Moi, je n'ai pas de cancer, je n'en aurai jamais, je suis contre.»

Traumatisée par deux guerres mondiales, l'Europe a cru, elle aussi, qu'il suffisait d'être contre la guerre pour ne plus jamais la vivre. L'invasion de l'Ukraine, en 2022, a cruellement rappelé une vieille maxime: «un pays ne reste jamais longtemps sans armée; si ce n'est pas la sienne, c'est celle d'un autre.»

Un réveil brutal pour l'Europe

Si les guerres n'ont pas disparu après la Seconde Guerre mondiale, les Nations Unies étaient au moins parvenues, tant bien que mal, à faire respecter la règle interdisant l'expansion territoriale par la force. L'annexion de la Crimée par la Russie avait déjà ébranlé ce principe quelques années plus tôt. La deuxième phase de l'invasion de l'Ukraine est devenue impossible à ignorer, tant par sa brutalité que par la clarté de ses objectifs. Les Nations Unies apparaissent aujourd'hui impuissantes face à une guerre de haute intensité menée par l'un de leurs membres permanents – une grande puissance nucléaire de surcroît.



Roberto Magnatantini

Gestionnaire de fonds thématiques,
Decalia

La deuxième étape du réveil a été la prise de conscience que les Etats-Unis n'avaient plus les moyens, ni pour tout dire l'envie, d'assurer seuls la sécurité de l'Europe. Face à la montée de la menace chinoise et devant la passivité des «free riders», l'administration Trump a obtenu des membres européens de l'OTAN qu'ils augmentent drastiquement leurs dépenses militaires, faisant évoluer l'objectif de 2% du PNB vers 3,5%, voire 5%, en y intégrant des notions plus larges de sécurité collective, comme par exemple certaines dépenses d'infrastructure.

Des décennies de sous-investissement

La tâche est immense: après des décennies de sous-investissement, liées aux fameux «dividendes de la paix», la plupart des armées européennes sont littéralement exsangues. Avant la chute de l'URSS, l'Allemagne alignait 38 brigades de combat d'environ 5000 hommes chacune; elle n'en compte plus que huit aujourd'hui, et encore, leur capacité opérationnelle reste discutable. La France disposait quant à elle de plus de 1300 chars de combat; elle n'en aligne plus qu'environ deux cents.

Pour mesurer l'ampleur de ces chiffres, rappelons qu'en un peu plus de trois ans de guerre, la Russie aurait perdu plus de 4000 chars et un million d'hommes – blessés compris –, soit des moyens équivalents ou supérieurs à l'ensemble des forces dont dispose l'Europe actuellement. La pensée stratégique s'en trouve également remise en question: on réalise que la dissuasion nucléaire ne suffit pas, son usage ayant des conséquences si extrêmes qu'il faut impérativement être capable de se défendre par des moyens conventionnels pour l'éviter à tout prix.

Si la prise de conscience est réelle, les réactions sont très disparates. Alors que les pays baltes, la Pologne et les nations scandinaves ont pris la mesure de la menace, les Etats plus éloignés se montrent plus réticents. Le véritable tournant est toutefois venu d'Allemagne, qui a opéré un volte-face historique en se promettant de bâtir la plus puissante armée d'Europe. L'Allemagne a également compris que les investissements à venir pour sa défense lui permettront de lutter contre la désindustrialisation qu'elle subit.

Envol planétaire des budgets militaires

Bien que tous les regards soient tournés vers l'Europe, le phénomène est en réalité mondial: avec la fin du tabou sur l'expansion territoriale, de nombreux pays revoient leur stratégie défensive... tandis que d'autres l'ajustent de manière ouvertement offensive. Résultat: une augmentation considérable et durable des budgets militaires à l'échelle de la planète.

Des contrats de défense qui s'inscrivent sur le long terme: même ceux portant sur les munitions s'étalent sur plusieurs années. Pour les forces terrestres ou aériennes, les programmes se comptent en décennies. Quant aux systèmes les plus complexes, comme les sous-marins nucléaires, ils peuvent dépasser le demi-siècle.

Autre caractéristique du marché de la défense: la présence de champions nationaux. Elle est liée à la fois à des réflexes nationalistes et, plus rationnellement, à la nécessité de préserver une souveraineté sur les compétences et les capacités de production – ce qui limite partiellement la concurrence et atténue l'effet de «winner takes all».

Un autre facteur essentiel à prendre en compte est celui de la rapide évolution technologique. Elle impose de remplacer des arsenaux qui, pour la plupart, datent encore de l'époque de la guerre froide. Les conflits à venir reposeront surtout sur la capacité à collecter l'information, à l'organiser et à l'exploiter le plus efficacement et rapidement possible. À cette révolution des données s'ajoute celle des systèmes autonomes, en passe de transformer radicalement la façon dont des opérations militaires sont menées. Ces deux dynamiques, désormais indissociables, imposent une refonte de la pensée militaire et, par conséquent, une réorientation des budgets.

Un dilemme moral

Les marchés se sont emparés du thème et les valorisations se sont envolées, notamment en Europe. Mais l'opportunité est telle que les multiples devraient revenir à des niveaux plus raisonnables au cours des trois prochaines années, grâce à une croissance rapide des bénéfices. Les valorisations actuelles sont d'ailleurs très diverses et de nombreux titres se négocient encore à des niveaux raisonnables. Cette dynamique est par ailleurs réellement mondiale, ce qui permet de diversifier les risques, et cela d'autant plus que les corrélations sont relativement faibles entre les pays et les sous-thématiques.

Reste le dilemme moral: est-il acceptable d'investir dans la défense? Les mentalités ont beaucoup changé au cours des trois dernières années, et l'idée qu'il faut rétablir une dissuasion crédible s'impose de plus en plus. Il est intéressant d'observer que les pionniers de l'investissement responsable que sont les Scandinaves sont en train d'adopter l'idée qu'il est acceptable, voire souhaitable, que le secteur privé s'implique davantage dans la défense – considérée, en fin de compte, comme le dernier rempart des libertés fondamentales. ■